

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3858

[2004/202935]

**3 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant une prime aux produits laitiers
et des paiements supplémentaires en faveur des producteurs laitiers**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le règlement (CE) n° 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, abrogé à compter du 1^{er} mai 2004 et remplacé par le règlement (CE) n° 1782/2003 précité, mais dont les articles 3, 4 et 5 et l'annexe continuent à s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2004;

Vu le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, plus particulièrement les articles 47, § 2, 62, 95, 96, 150 et 153;

Vu le règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21/04/2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu le règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21/04/2004 portant modalités d'exécution de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévu par le règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu le règlement (CE) n° 1787/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 modifiant le règlement (CE) n° 1255/1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu le règlement (CEE) n° 3950/92 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers en vigueur jusqu'au 31 mars 2004 et, à partir du 1^{er} avril 2004, le règlement

(CE) n° 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu le règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1788/2003;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, abrogé et remplacé par le règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003, mais continuant à s'appliquer aux demandes de paiements directs pour les années civiles précédant l'année 2005;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 118/2004 du 23 janvier 2004;

Vu le règlement 2237/2003 de la Commission du 23 décembre 2003 portant modalités d'application de certains régimes de soutien prévus au titre IV du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon le 18 septembre 2003;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche, particulièrement en ce qui concerne le prélèvement supplémentaire et le paiement des aides directes dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu le protocole de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 19 mai 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public et ce, dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que les obligations en matière de prime aux produits laitiers et de paiements supplémentaires en faveur des producteurs laitiers prennent effet à partir du 1^{er} janvier 2004;

Considérant que les producteurs doivent être informés au plus tôt de ces obligations et des modalités d'octroi de ces aides;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 95 du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, il est établi une prime aux produits laitiers en faveur des producteurs laitiers. Cette prime est octroyée par année civile, par producteur et par tonne de quantité individuelle de référence admissible au bénéfice de la prime et disponible dans l'exploitation.

Conformément à l'article 96 du même règlement, il est établi un paiement supplémentaire relatif à la prime aux produits laitiers telle que prévue au premier alinéa.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « producteur » : le producteur tel que défini à l'article 5 du règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

2° « quantité individuelle de référence » : la quantité individuelle de référence admissible au bénéfice de la prime dont dispose le producteur au 31 mars de l'année civile concernée, exprimée en litres. Les quantités de référence individuelles ayant été cédées temporairement conformément à l'article 6 du règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil du 28 décembre 1992 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers ou à l'article 16 du règlement (CE) n° 1788/2003 précité au 31 mars de l'année civile concernée sont considérées comme étant à la disposition du producteur cessionnaire pour ladite année. Les quantités de référence individuelles ayant été reprises temporairement conformément aux articles et règlements précités sont considérées comme n'étant plus à la disposition du cédant pour ladite année;

3° « administration » : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

4° « Ministre » : le Ministre de l'Agriculture.

Art. 3. Le montant unitaire de la prime aux produits laitiers est fixé comme suit :

- 8,15 euros par tonne de quantité individuelle de référence pour l'année civile 2004

- 16,31 euros par tonne de quantité individuelle de référence pour l'année civile 2005 24,49 euros par tonne de quantité individuelle de référence pour l'année civile 2006.

Pour le calcul de la prime, il est pris en compte que 1 000 kilos de quantité individuelle de référence équivalent à 971 litres.

Art. 4. Le montant global du paiement supplémentaire aux produits laitiers pour la Région wallonne est fixé comme suit :

- 4.877.963 euros pour l'année civile 2004;

- 9.780.074 euros pour l'année civile 2005;

- 14.670.111 euros pour l'année civile 2006.

Le montant unitaire du paiement supplémentaire en Région wallonne, est le quotient des montants globaux prévus à l'alinéa 1^{er} par la somme des quantités individuelles de références de tous les producteurs concernés.

Art. 5. Pour bénéficier de la prime et du paiement supplémentaire, le producteur doit introduire une demande auprès de l'administration au moyen d'un formulaire mis à sa disposition par celle-ci. Il doit y fournir tous les renseignements demandés par l'administration et permettant d'établir l'éligibilité à l'aide.

Afin de pouvoir bénéficier de la prime et du paiement supplémentaire, le producteur y déclare connaître les conditions relatives à l'aide considérée et s'engage à respecter les conditions d'attributions.

La demande doit être introduite par voie postale par envoi recommandé ou déposé auprès de la Direction des Services extérieurs compétente, au plus tard à la date déterminée par l'administration (date de la poste ou de l'accusé de réception faisant foi).

En cas de retard, une pénalité d'1 % par jour ouvrable est appliquée sur le montant auquel le producteur aurait eu droit si la demande d'aide avait été déposée dans le délai imparti.

Lorsque le retard est de plus de vingt-cinq jours civils, la demande est considérée comme irrecevable.

Art. 6. Conformément à l'article 30 du règlement (CE) n° 2237/2003 de la Commission du 23 décembre 2003 portant modalités d'application de certains régimes de soutien prévus au titre IV du règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, pour être éligible à la prime et au paiement supplémentaire, il est nécessaire que le producteur ait produit du lait au cours de la campagne laitière qui s'est achevée au 31 mars de l'année civile concernée, à moins que le producteur ne prouve, avant l'expiration du délai imparti pour la demande et à la satisfaction de l'administration, que la production a été relancée. Si le producteur qui a ainsi demandé la prime n'a pas repris la production avant l'expiration du délai imparti, le producteur est en outre pénalisé conformément à l'article 31, § 2, second alinéa, du règlement (CE) n° 2237/2003.

Le producteur qui a produit du lait au cours de la campagne laitière qui s'est achevée au 31 mars de l'année civile concernée mais qui a arrêté la production laitière au cours de ladite campagne peut bénéficier de la prime et du paiement supplémentaire, au prorata de la quantité individuelle de référence dont il dispose.

Art. 7. En cas de non-respect des conditions d'attribution de l'aide considérée, les sanctions prévues par l'article 31 du règlement (CE) n° 2237/2003, sont d'application.

Art. 8. L'administration est chargée du versement des aides prévues par le présent arrêté ainsi que du recouvrement des paiements indus. Quel que soit le régime d'aides géré par l'administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au producteur-demandeur d'aide.

Art. 9. L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté.

Art. 10. Les infractions à la présente réglementation sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée. Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives visées à l'alinéa précédent, le directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2004.

Art. 12. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3858

[2004/202935]

3. JUNI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Prämie für Milchprodukte und zusätzlicher Zahlungen zugunsten der Milcherzeuger

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1259/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Festlegung von Gemeinschaftsregeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik, am 1. Mai 2004 außer Kraft gesetzt und ersetzt durch die nachstehend erwähnte Verordnung (EG) Nr. 1782/2003, deren Artikel 3, 4, und 5 und Anlage jedoch bis zum 31. Dezember 2004 weiterhin anwendbar sind;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, insbesondere der Artikel 47, § 2, 62, 95, 96, 150 und 153;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1787/2003 des Rates vom 29. September 2003 zur Abänderung der Verordnung (EG) Nr. 1255/1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 des Rates vom 28. Dezember 1992 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor, die bis zum 31. März 2004 gültig war und am dem 1. April durch die Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates vom 29. September 2003 über die Erhebung einer Abgabe im Milchsektor ersetzt worden ist;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission vom 30. März 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1788/2003;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegeln, außer Kraft gesetzt und ersetzt durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003, die für die Anträge auf Direktzahlungen für die Kalenderjahre vor 2005 aber weiterhin anwendbar ist;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegeln, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 118/2004 vom 23. Januar 2004;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2237/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zu bestimmten Stützungsregelungen gemäß Titel IV der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. September 2003;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei, insbesondere was die Zusatzabgabe und die Zahlung der direkten Beihilfen im Milchsektor angeht;

Aufgrund des Zusammenarbeitsprotokolls zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erhebung im Milchsektor;

Aufgrund der am 19. Mai 2004 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten unter Beachtung der Verpflichtungen, die sich aus den Europäischen Regelungen im Bereich der Landwirtschaft ergeben;

In der Erwägung, dass die Verpflichtungen im Bereich der Prämien für Milcherzeugnisse und der Ergänzungszahlungen zugunsten der Milcherzeuger ab dem 1. Januar 2004 wirksam werden;

In der Erwägung, dass die Erzeuger so bald wie möglich über diese Verpflichtungen und die Modalitäten für die Gewährung dieser Beihilfen zu informieren sind;

In der Erwägung, dass bei Nichteinhaltung der von der Europäischen Regelung auferlegten Fristen, um den Erzeugern die betroffenen Prämien zu zahlen, oder im Falle von Verzögerungen bei der Anwendung der betroffenen Regelungen oder bei falscher Anwendung Geldstrafen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Übereinstimmung mit Art. 95 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, wird eine Prämie für Milcherzeugnisse zugunsten der Milcherzeuger eingeführt. Diese Prämie wird je Kalenderjahr und Erzeuger und je Tonne prämienfähiger einzelbetrieblicher Referenzmenge, über die der Betrieb verfügt, gezahlt.

In Übereinstimmung mit Art. 96 derselben Verordnung wird eine Ergänzungszahlung zur Prämie für Milcherzeugnisse gemäß dem ersten Absatz gewährt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° «Erzeuger»: der Erzeuger im Sinne von Art. 5 der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates vom 29. September 2003 über die Erhebung einer Abgabe im Milchsektor;

2° «einzelbetriebliche Referenzmenge»: die in Litern ausgedrückte prämiensfähige einzelbetriebliche Referenzmenge, über die der Erzeuger am 31. März des betroffenen Kalenderjahrs verfügt. Die einzelbetrieblichen Referenzmengen, die in Übereinstimmung mit Art. 6 der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 des Rates vom 28. Dezember 1992 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor oder mit Art. 16 der vorgenannten Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 am 31. März des betreffenden Kalenderjahrs zeitweilig überlassen worden sind, werden als für das besagte Jahr zur Verfügung des übernehmenden Erzeugers gestellte Referenzmengen betrachtet. Die einzelbetrieblichen Referenzmengen, die in Übereinstimmung mit den vorgenannten Artikeln und Verordnungen zeitweilig übernommen worden sind, werden als für das besagte Jahr nicht mehr zur Verfügung des überlassenden Erzeugers stehende Referenzmengen betrachtet.

3° «Verwaltung»: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

4° «Minister»: der Minister der Landwirtschaft.

Art. 3 - Der Einheitsbetrag der Prämie für Milcherzeugnisse wird wie folgt festgesetzt:

- 8,15 Euro je Tonne prämiensfähiger einzelbetrieblicher Referenzmenge für das Kalenderjahr 2004

- 16,31 Euro je Tonne prämiensfähiger einzelbetrieblicher Referenzmenge für das Kalenderjahr 2005

- 24,49 Euro je Tonne prämiensfähiger einzelbetrieblicher Referenzmenge für das Kalenderjahr 2006.

Bei der Berechnung der Prämie, wird davon ausgegangen, dass 1 000 Kg einzelbetrieblicher Referenzmenge 971 Litern entsprechen.

Art. 4 - Der Gesamtbetrag der Ergänzungszahlung für Milcherzeugnisse für die Wallonische Region wird wie folgt festgelegt:

- 4.877.963 Euro für das Kalenderjahr 2004;

- 9.780.074 Euro für das Kalenderjahr 2005;

- 14.670.111 Euro für das Kalenderjahr 2006.

Der Einheitsbetrag der Ergänzungszahlung in der Wallonischen Region ist der Quotient der Teilung der in Absatz 1 vorgesehenen Gesamtbeträge durch die Summe der einzelbetrieblichen Referenzmengen aller betroffenen Erzeuger.

Art. 5 - Um die Prämie und die Ergänzungszahlung beziehen zu können, muss der Erzeuger einen diesbezüglichen Antrag bei der Verwaltung anhand des durch diese zur Verfügung gestellten Formulars stellen. In diesem Formular muss der Erzeuger alle von der Verwaltung geforderten Auskünfte angeben, anhand deren bestimmt werden kann, ob er für die Prämie zulässig ist.

Um die Prämie und die Ergänzungszahlung beziehen zu können, muss der Erzeuger angeben, dass er über die Bedingungen bezüglich der betroffenen Beihilfe unterrichtet ist, und sich dazu verpflichten, die Gewährungsbedingungen einzuhalten.

Der Antrag muss spätestens zum von der Verwaltung festgelegten Datum per bei der Post aufgegebenes Einschreiben oder bei der zuständigen Direktion der Außendienste eingereicht werden (es gilt das Datum des Poststempels oder die Empfangsbestätigung des Antrags bei der zuständigen Direktion).

Bei Verspätung wird eine Verzugsstrafe in Höhe von 1% pro Werktag auf den Betrag, auf den der Erzeuger Anspruch gehabt hätte, wenn der Beihilfeantrag fristgerecht eingereicht worden wäre, angewandt. Beträgt die Verspätung mehr als 25 Kalendertage, wird der Antrag als unzulässig betrachtet.

Art. 6 - Um für die Prämie und die Ergänzungszahlung zulässig zu sein, muss der Erzeuger in Übereinstimmung mit Art. 30 der Verordnung (EG) Nr. 2237/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zu bestimmten Stützungsregelungen gemäß Titel IV der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Laufe des Milchwirtschaftsjahrs, das am 31. März des betroffenen Kalenderjahrs zu Ende ging, Milch erzeugt haben, es sei denn, er kann nachweisen, dass die Produktion vor dem Ablauf der für den Antrag eingeräumten Frist und zur Zufriedenheit der Verwaltung neu gestartet wurde. Wenn der Erzeuger, der die Prämie so beantragt hat, die Milchproduktion nicht vor dem Ablauf der eingeräumten Frist neu gestartet hat, wird er zudem in Übereinstimmung mit Art. 31, § 2, Absatz 2, der Verordnung (EG) Nr. 2237/2003 einer Geldstrafe unterzogen.

Der Erzeuger, der im Laufe des Milchwirtschaftsjahrs, das am 31. März des betroffenen Kalenderjahrs zu Ende ging, Milch erzeugt hat, die Milchproduktion jedoch im Laufe des besagten Wirtschaftsjahrs beendet hat, kann die Prämie und die Ergänzungszahlung beziehen, und zwar im Verhältnis zu der einzelbetrieblichen Referenzmenge, über die er verfügt.

Art. 7 - Bei Nichteinhaltung der Bedingungen für die Gewährung der betroffenen Beihilfe, werden die Sanktionen im Sinne von Art. 31 der Verordnung (EG) Nr. 2237/2003 angewandt.

Art. 8 - Die Verwaltung ist mit der Einzahlung der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen sowie mit der Beitreibung der irrtümlicherweise getätigten Zahlungen beauftragt. Unabhängig der von der Verwaltung angewandten Beihilfenregelung kann letztere im Falle einer irrtümlicherweise getätigten Zahlung oder einer Zusatzabgabe einen Ausgleich mit jeglichem Beihilfebetrags im Sinne des vorliegenden Erlasses vornehmen, der dem Erzeuger-Antragsteller für eine Beihilfe geschuldet ist.

Art. 9 - Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 10 - Verstöße gegen die vorliegende Regelung werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass können in Übereinstimmung mit Art. 8 des vorgenannten Gesetzes vom 28. März 1975 Gegenstand einer Ordnungsstrafe sein. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständiger Beamter bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die die im vorigen Absatz erwähnten Ordnungsstrafen betreffen.

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2004 wirksam.

Art. 12 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3858

[2004/202935]

3 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot instelling van een premie voor zuivelproducten en van extrabetalingen ten gunste van de zuivelproducenten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, voor het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1259/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, opgeheven vanaf 1 mei 2004 en vervangen door Verordening (EG) nr. 1782/2003, maar waarvan de artikelen 3, 4 en 5 en de bijlage van toepassing blijven tot 31 december 2004;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, meer bepaald op de artikelen 47, § 2, 62, 95, 96, 150 en 153;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21/04/2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoeslagregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21/04/2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1787/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1255/1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 3950/92 tot instelling van een extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, van kracht tot 31 maart 2004, en, vanaf 1 april 2004, op

Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op Verordening (EG) nr. 595/2004 van de Commissie van 30 maart 2004 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, opgeheven en vervangen bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003, maar nog steeds van toepassing op de aanvragen om rechtstreekse betalingen voor de kalenderjaren voorafgaand aan het jaar 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij Verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, voor het laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 118/2004 van 23 januari 2004;

Gelet op Verordening 2237/2003 van de Commissie van 23 december 2003 houdende uitvoeringsbepalingen voor bepaalde steunregelingen die zijn ingesteld bij titel IV van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2003;

Gelet op de Samenwerkingsovereenkomst van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van de landbouw en de visserij;

Gelet op de Samenwerkingsovereenkomst van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van de landbouw en de visserij, meer bepaald wat betreft de extra heffing en de betaling van rechtstreekse steun in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het samenwerkingsprotocol tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het overleg van 19 mei 2004 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de continuïteit van de opdrachten van openbare dienst gewaarborgd moet worden om te voldoen aan de verplichtingen opgelegd door de Europese landbouwregelgeving;

Overwegende dat de verplichtingen inzake premies voor zuivelproducten en extrabetalingen ten gunste van de zuivelproducenten gevolg hebben vanaf 1 januari 2004;

Overwegende dat de producenten zo spoedig mogelijk in kennis gesteld moeten worden van die verplichtingen en van de modaliteiten voor de toekenning van de steun;

Overwegende dat voorzien wordt in straffen bij niet-naleving van de termijnen die de Europese regelgeving oplegt voor de storting van bedoelde subsidies aan de producenten of in geval van laattijdige of slechte toepassing van bedoelde regelgevingen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 95 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001 wordt ten gunste van de melkproducenten een premie voor zuivelproducten ingesteld. De premie wordt toegekend per kalenderjaar, per bedrijf en per ton individuele referentiehoeveelheid die in aanmerking komt voor de premie en op het bedrijf beschikbaar is.

Overeenkomstig artikel 96 van dezelfde verordening wordt een extra betaling ingevoerd m.b.t. de premie voor zuivelproducten zoals bepaald in het eerste lid.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « producent » : de producent zoals omschreven in artikel 5 van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

2° « individuele referentiehoeveelheid » : de individuele referentiehoeveelheid die in aanmerking komt voor de premie waarover de producent beschikt op 31 maart van bedoeld kalenderjaar, uitgedrukt in liter. De individuele referentiehoeveelheden die tijdelijk afgestaan werden overeenkomstig artikel 6 van Verordening (EEG) nr. 3950/92 van de Raad van 28 december 1992 tot instelling van een extra heffing in de sector melk en zuivelproducten of overeenkomstig artikel 16 van bovenbedoelde Verordening (EG) nr. 1788/2003 op 31 maart van het betrokken kalenderjaar worden beschouwd als zijnde ter beschikking van de overdragende producent voor bedoeld jaar;

3° « administratie » : de afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° « Minister » : de Minister van Landbouw.

Art. 3. Het eenheidsbedrag van de premie voor zuivelproducten wordt berekend als volgt :

- 8,15 euro per ton individuele referentiehoeveelheid voor het kalenderjaar 2004;
- 16,31 euro per ton individuele referentiehoeveelheid voor het kalenderjaar 2005;
- 24,49 euro per ton individuele referentiehoeveelheid voor het kalenderjaar 2006.

Bij de berekening van de premie wordt uitgegaan van het feit dat 1 000 kilo individuele referentiehoeveelheid gelijk staat met 971 liter.

Art. 4. Het globale bedrag van de extra betaling voor zuivelproducten in het Waalse Gewest wordt vastgelegd als volgt :

- 4.877.963 euro voor het kalenderjaar 2004;
- 9.780.074 euro voor het kalenderjaar 2005;
- 14.670.111 euro voor het kalenderjaar 2006.

Het eenheidsbedrag van de extra betaling in het Waalse Gewest is de quotiënt van de globale bedragen bedoeld in het eerste lid door de som van de individuele referentiehoeveelheden van alle betrokken producenten.

Art. 5. Om de premie en de extra betaling te genieten, richt de producent een aanvraag aan de administratie d.m.v. een formulier dat ze ter beschikking stelt. Hij verstrekt alle door de administratie gevraagde gegevens op grond waarvan hij in aanmerking kan komen voor steun.

Om de premie en de extra betaling te kunnen genieten, verklaart de producent kennis te hebben genomen van de voorwaarden betreffende bedoelde steun en verbindt hij zich ertoe aan de toekenningsvoorwaarden te voldoen.

De aanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de bevoegde directie van de buitendiensten gericht of daar afgegeven, uiterlijk op de door de administratie bepaalde datum (de datum van de post of van het ontvangstbewijs heeft bewijskracht).

In geval van vertraging wordt een boete van 1 % per werkdag toegepast op het bedrag waarop de producent recht gehad zou hebben als de steunaanvraag binnen de voorgeschreven termijn ingediend was. Als de vertraging meer dan vijftientwintig kalenderdagen bedraagt, wordt de aanvraag als onontvankelijk beschouwd.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 30 van Verordening (EG) nr. 2237/2003 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 23 december 2003 houdende uitvoeringsbepalingen voor bepaalde steunregelingen die zijn ingesteld bij Titel IV van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers moet de producent om in aanmerking te komen voor de premie en de extra betaling melk hebben geproduceerd in de loop van de melkcampagne die afgelopen is op 31 maart van bedoeld kalenderjaar, tenzij hij vóór de verstrijksdatum van de termijn die voor de aanvraag voorgeschreven wordt en tot voldoening van de administratie bewijst dat de productie opnieuw opgestart werd. Als de producent die de premie op die manier heeft aangevraagd de productie niet heeft hervat vóór de verstrijksdatum van de toegestane termijn, wordt hij bovendien gestraft overeenkomstig artikel 31, § 2, tweede lid, van Verordening (EG) nr. 2237/2003.

De producent die melk geproduceerd heeft in de loop van de melkcampagne die afgelopen is op 31 maart van bedoeld kalenderjaar maar die de melkproductie stopgezet heeft in de loop van die melkcampagne kan de premie en de extra betaling genieten naar rato van de individuele referentiehoeveelheid waarover hij beschikt.

Art. 7. Bij niet-naleving van de voorwaarden voor de toekenning van bedoelde steun wordt toepassing gemaakt van de straffen bedoeld in artikel 31 van Verordening (EG) nr. 2237/2003.

Art. 8. De administratie wordt belast met de storting van de steun waarin dit besluit voorziet, alsook met de invordering van de niet-verschuldigde betalingen. Ongeacht het door de administratie beheerde steunstelsel kan zij in geval van een onrechtmatig gestort bedrag of van extra betaling, een compensatie doorvoeren met elk in dit besluit bedoelde steunbedrag dat aan de producent-steunaanvrager verschuldigd is.

Art. 9. De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, als hij afwezig of verhinderd is, de ambtenaar die hem vervangt, is bevoegd om de uitgaven betreffende de in dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren of te ordonnanceren.

Art. 10. Overtredingen van deze regelgeving worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Overtredingen van dit besluit kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve boete overeenkomstig artikel 8 van bovenbedoelde wet van 28 maart 1975. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, als hij afwezig of verhinderd is, de ambtenaar die hem vervangt, wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de handelingen te verrichten en de beslissingen te nemen i.v.m. de administratieve boetes bedoeld in het vorige lid.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 12. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART